

FORUM des MEDIAS

UN PRINTEMPS DE L'INFORMATION POUR NOTRE BIEN COMMUN ?

> Jeudi 29 mars | 18h30 - 20h30 > Au *

Invités : 5 acteurs du monde des médias

- › **Yves AGNÈS**, anciennement Rédacteur en chef du MONDE, il préside l'APCP (Association de Préfiguration d'un Conseil de Presse)
- › **Renaud DELY**, Directeur de la rédaction du NOUVEL OBSERVATEUR
- › **Zineb EL RHAZOUÏ**, journaliste, bloggeuse marocaine, exilée en Slovénie dans le cadre du programme ICORN
- › **Frédéric SULTAN**, membre de l'association VECAM (réflexions et actions pour l'internet citoyen)
- › **Véronique AUGER**, Rédactrice en Chef Europe rédaction nationale FRANCE 3, productrice et présentatrice de l'émission Avenue de l'Europe.



Yves AGNÈS



Renaud DELY



Zineb EL RHAZOUÏ



Frédéric SULTAN



Véronique AUGER



[*Forum des médias : un printemps de l'information pour notre bien commun ?*]

Le droit des citoyens à une information de qualité est un élément fondateur de la démocratie et l'une des conditions essentielles de son bon fonctionnement.

Or, nous assistons à une crise de confiance grandissante entre le public, les médias et leurs rédactions.

Dans ce contexte, comment défendre la qualité de l'information : son indépendance, son pluralisme, sa transmission face à la mainmise des groupes financiers ou grosses fortunes sur la ligne éditoriale de certains grands médias ?

L'information est-elle encore un bien commun ? Quels modèles de gouvernance et quels modèles économiques innovants peut-on envisager pour faire face aux dérives de sa marchandisation croissante ?



ECHANGES AUTOUR DE 5 GRANDES THÉMATIQUES

JOURNALISME, ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE

LA PLACE DE L'EUROPE DANS L'INFORMATION

JOURNALISME ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

MODÈLES ÉCONOMIQUES ET PRATIQUES JOURNALISTIQUES

INTERNET CITOYEN, INFORMATION ET BIEN COMMUN



Propos introductif par Rémy DEGOUL, Président fondateur du think tank Europe Créative



Ce débat s'inscrit dans la démarche de notre tout jeune Think tank citoyen Europe Créative et dans le continuum de mon engagement personnel pour la démocratie et la liberté en Europe, et plus spécifiquement en Europe de l'Est. Cet engagement m'a conduit à rejoindre, en tant qu'administrateur, le Fonds Européen pour la Liberté d'Expression, créé à l'initiative de parlementaires européens, de diplomates, de journalistes et de personnalités de la société civile. Avant la chute du mur de Berlin, le fonds européen avait pour vocation de soutenir le réseau des dissidents des pays de l'ex Union Soviétique dans leur combat pour la liberté, la démocratie et les droits fondamentaux. Partageant la vision pacificatrice des pères fondateurs de l'Europe sur la nécessité d'une réunification européenne, j'ai fait partie de ces Français qui ont dénoncé les combats fratricides en ex Yougoslavie en 1994 au nom d'une purification ethnique avec les troupes de Milosevic. Nous avons dénoncé également les palinodies de la communauté internationale et un certain silence des grands médias. Suite à cela, nous avons créé la liste Européenne : l'Europe commence à Sarajevo. Enfin, c'est avec le soutien du quai d'Orsay et de Michel Barnier à l'époque que nous avons créé le Colisée : Comité de Liaison pour la Solidarité avec l'Europe de l'Est qui consistait à fédérer les ONG françaises en lien avec l'Europe de l'Est et à soutenir les processus d'élargissement et d'intégration des pays d'Europe centrale et orientale par la production et la diffusion des informations sur ces peuples : leur culture, leurs spécificités voire leurs singularités.

Je suis un amoureux de la liberté et de la justice qui a bien intégré que si la démocratie est un éternel débat au sens aristotien du terme, elle est aussi un éternel combat. Comme le rappelait Condorcet : « on ne naît pas citoyen, on le devient ». On le devient par l'éducation mais aussi par l'information. Celle-ci joue un rôle prépondérant dans les processus de conscientisation de nos concitoyens et dans sa responsabilité éthique par rapport à ce que note Chomsky dans sa fabrique de l'opinion et du consentement.



De quelle information avons-nous besoin ? D'une authentique information de qualité produite par des médias véritablement indépendants, une information plurielle, qui sert la vérité et qui permet aux citoyens de se forger une idée, une opinion, de pouvoir croiser des informations, des sources et des représentations du monde et des sociétés et qui les préparent s'ils le souhaitent à un nouvel engagement dans la société. Nous avons conclu lors d'un récent échange avec mon ami Yves Agnès sur la qualité de l'information et de la pratique journalistique que le journalisme était un combat. J'ai pensé au fondateur du journal Combat en 1944 issu du Conseil National de la Résistance qui rassemblait des hommes et des femmes qui ne pliaient pas et dont certains ont marqué à jamais nos consciences et l'histoire de notre temps.

J'évoquerai ici un de ces hommes de courage qui, en 1939, alors que la presse est déjà censurée, voudra publier un manifeste dans le journal qu'il dirige à Alger pour inviter les journalistes à rester libres. Ce texte inédit vient d'être découvert, il n'a jamais été publié. Il définit les 4 commandements du journaliste libre : lucidité, refus, ironie et obstination. Albert Camus, c'est bien lui, dénonce la désinformation qui gangrène déjà la France en 1939. Son manifeste est une réflexion salutaire face aux temps sombres et corrompus sur le journalisme et le choix de chacun malgré l'adversité de se construire en homme libre.

Gageons que ce soir, nous contribuerons un temps soit peu par la qualité de notre débat à mieux nous construire en homme libre et à bien comprendre ces mots de Camus : mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde.



Ethique du journalisme et déontologie : Yves AGNES

anciennement Rédacteur en chef du Monde, il préside l'APCP (Association de Préfiguration d'un Conseil de Presse)



Nous avons créé l'Association de préfiguration d'un conseil de presse en partant du constat suivant : le mal journalisme menace la démocratie.

En France, nous assistons à une grave crise de confiance entre les médias, les journalistes et le public. Ce fossé ne cesse de se creuser et c'est un phénomène que l'on ne retrouve pas dans d'autres pays. La quantité d'informations est énorme mais la qualité de l'information n'est pas toujours au rendez vous. Les dérapages déontologiques sont très fréquents. Depuis quelques années, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel traite les plaintes au sujet des chaînes de radio et de télévision publiques et privées. En 2011, le nombre de cas à traiter a augmenté de 48% par rapport à 2010. La crédibilité des médias et des journalistes est fortement atteinte. Selon un sondage publié par La Croix, plus de 60% des Français considèrent que les journalistes ne sont ni indépendants des puissances d'argent, ni indépendants du politique.

L'information n'est pas seulement un produit marchand, c'est avant tout un bien commun, d'intérêt général sans lequel la démocratie ne peut fonctionner. Dans notre association, nous souhaitons que la Constitution française reconnaisse le droit des citoyens à une information libre, honnête et pluraliste. Si l'information existe, elle ne doit pas être confisquée par les professionnels. L'information n'est pas le bien des seuls journalistes. Le premier employeur des journalistes, c'est le public.

La liberté du journalisme ne peut exister sans l'exercice de la responsabilité à l'égard du public. Liberté versus responsabilité devrait être l'axiome de base. La profession de journaliste, contrairement à beaucoup d'autres, est très individualiste et très peu organisée. En France, la profession n'a pas de textes de référence et la formation professionnelle n'est pas obligatoire. Il n'y a ni code de déontologie, ni instances d'auto régulation. En théorie, les journalistes et médias sont les auxiliaires de la démocratie. Sans bonnes informations, la démocratie n'existe pas. Malgré tout, ils n'ont pas de comptes à rendre. Au sein de notre as-



sociation, nous pensons que les journalistes devraient rendre des comptes. Ils sont responsables et ne peuvent pas se dédouaner des dérapages déontologiques qui concernent principalement l'exactitude des informations et l'atteinte aux droits et à la dignité des individus.

Après les dérapages des années 80/90, une première prise de conscience s'est opérée. On peut penser notamment à l'affaire Grégory, la guerre du Golfe, le charnier imaginaire de Timisoara¹, la fausse interview de Fidel Castro... Ces différentes affaires ont créé une effervescence dans la profession. On a répondu à ces scandales par la création de chartes internes dans les médias et des postes de médiateurs. Ces avancées locales sont nécessaires mais insuffisantes. Les médiateurs qui font très bien leur travail ont, en général, beaucoup de problèmes avec leur hiérarchie rédactionnelle. Quant aux chartes, elles ne sont pas toujours respectées.

Aujourd'hui, nous sommes consommateurs d'informations : le système médiatique est instauré. On ne se contente pas de lire Ouest France ou Presse Océan le matin. On surfe sur Internet, on écoute la radio, on regarde la télévision, etc. Nous sommes des consommateurs pluri médias.

IK : le conseil de presse n'existe toujours pas en France. Pourtant le premier conseil a été créé en Suède en 1916 et aujourd'hui, plus d'une centaine de conseils de presse existent dans le monde. Comment explique-t-on ce retard en France ?

C'est une profession désorganisée donc très individualiste. Quand j'ai commencé au Monde, à l'éducation, nous recevions beaucoup de courriers et surtout en provenance des enseignants. Nous avons tendance à assimiler le courrier des lecteurs au courrier des emmerdeurs. Le public a toujours un peu gêné les journalistes. Nous avons créé notre association fin 2006 avec l'objectif de créer une instance de co régulation avec le public mais qui ne soit ni administrative ou politique comme le CSA qui ne sert finalement que les entreprises de l'audiovisuel. Cette instance devrait comprendre les patrons des médias, des journalistes et des représentants du public afin de traiter les différentes plaintes. Si ce signe fort était donné, nous aurions alors une chance de redresser la barre.

1 - Source Le Point « Ces photos qui ont fait scandale » : Peu avant Noël 1989 paraît cette image qui accable le régime de Nicolae Ceausescu, le dernier dictateur communiste européen. Selon les insurgés, les émeutes des 17 et 19 décembre ont fait 4 632 morts dans la ville de Timisoara (une centaine, selon le bilan définitif). Robert Maass, un reporter américain, réalise cette photographie d'un père pleurant sur le corps de son bébé et de sa femme, assassinés par la Securitate. En fait, les opposants ont réalisé la macabre mise en scène en déterrant une vingtaine de cadavres du cimetière. L'homme n'est pas le père de l'enfant, victime de la mort subite du nourrisson. La femme, qui n'est pas sa mère, a été emportée par une cirrhose. Malgré les doutes de certains envoyés spéciaux, les rédactions s'emballent. Timisoara devient le 20 décembre la première ville libérée du pays. Son nom restera le symbole de la manipulation la plus spectaculaire de l'histoire des médias.



Quand l'association a été créée, nous n'étions pas entendus. Grâce aux assises de l'information initiées par le médiateur de Radio France, aux Etats Généraux de la presse écrite et à notre ténacité, ce n'est plus un sujet tabou. A la suite des Etats généraux, deux groupes de travail ont été créés qui ont tous deux recommandé la création d'un code national de déontologie pour toute la profession. A l'heure actuelle, il n'existe que des codes syndicaux. Ensuite, un comité des sages organisé autour de Bruno Frappat, ancien président du directoire du groupe Bayard Presse, a remis sa copie aux partenaires sociaux mais ils ont refusé de se mettre d'accord : personne ne voulait d'un code unique. La Belgique francophone y est parvenue grâce à un truchement politique. Ils ont créé un conseil de déontologie du journalisme en aout 2009 après plusieurs années de discussions internes à la profession sous l'égide du Ministère de la culture. Le politique a voté une loi en faveur d'un tel conseil, indépendant et non politique. Nous avons toutefois pu appliquer une autre recommandation des Etats généraux de la presse écrite : la création d'un observatoire des faits d'actualité.



La place de l'information européenne dans les médias français : **Véronique AUGER**

Rédactrice en Chef Europe rédaction nationale France 3, productrice et présentatrice de l'émission Avenue de l'Europe.



IK : On parle de surabondance d'informations. Pourtant, l'Europe, en tant que thématique, n'est que très peu abordée dans les médias. Elle ne représente que 5% du total des informations traitées. Quels sont les objectifs de votre émission Avenue de l'Europe ? A quel public s'adresse-t-elle ? Que faudrait-il faire pour que l'Europe soit plus présente dans les médias ?

L'émission que je présente est diffusée tous les samedis à 18h30 sur France 3 national et elle dure seulement 16 minutes. Je vous expliquerai par la suite combien il a été difficile d'obtenir ces 16 minutes sur des questions européennes. Le métier de journaliste est un combat d'autant plus lorsque l'on est un journaliste européen. C'est une émission qui représente tout de même 11 à 13% de parts de marché et environ 11 millions de téléspectateurs à chaque diffusion. L'émission touche des femmes de plus de 55 ans, CSP -, qui habitent des villes de moins de 100 000 habitants. C'est l'un des publics qui m'intéresse et certainement le plus difficile à toucher. J'ai déjà parlé au public de Soir 3 : CSP +, urbains et extrêmement informés. C'est certes très valorisant pour l'égo. Quand je vais à Paris, je les croise partout. Tout le monde me dit que ce que j'ai fait la semaine dernière est formidable. Aujourd'hui, je croise mes clientes au supermarché à Préfailles. Ce sont ces gens là que j'informe et je trouve cela fabuleux.

A l'avènement de l'Euro, j'étais responsable du service économique et social. A l'époque, nous nous sommes demandé comment faire pour que les téléspectateurs comprennent les changements impliqués par l'Euro. Nous avons choisi de faire une émission avec Hervé Brusini, directeur de rédaction à l'époque, et nous avons arraché une émission de 6'56 en prime time donc grand public. Concrètement, à travers des reportages et des exemples, nous expliquions comment nous allions passer à l'Euro. L'émission a bien fonctionné donc nous avons souhaité agrandir le format. A travers cette émission, j'ai réalisé que l'économie et le social n'avaient plus aucun intérêt en France et que l'intérêt se situait à un niveau européen. Nous avons répondu à des appels d'offres de la Commission Européenne pour obtenir



des financements puisque cela coute très cher de réaliser des reportages en Europe. Déontologiquement, cela peut poser des problèmes mais nous avons constaté qu'ils donnaient seulement de grandes lignes directrices et qu'ils vérifiaient ensuite où l'argent avait été dépensé mais ne s'intéressaient absolument pas aux contenus. Je n'ai d'ailleurs jamais réalisé de reportages avec des institutionnels européens. L'idée était de partir des sujets de préoccupations des Français et nous partions ensuite en observation dans les autres pays européens. C'est là que j'ai découvert que la pensée française n'était pas universelle. Ce que nous estimons être une vérité première ne le sera pas nécessairement pour un Suédois ou un Hollandais. Cette ouverture sur le monde est passionnante et c'est pour cela que je mène ce combat. Le magazine est passé péniblement de 6'56 à 16 minutes en 10 ans. Je souhaiterai aujourd'hui le faire passer à 26 minutes. Je suis confrontée à une opposition systématique de ma direction et de la présidence de France Télévisions qui estiment que l'Europe ennueie tout le monde. Quand je vois sur Internet tous les débats autour de l'Europe, du référendum sur la Constitution, je pense qu'au contraire, l'Europe n'ennueie personne.

L'Europe n'est pas enseignée à l'école. Nous avons donc un mal fou à parler de ce qui se passe à Bruxelles, notamment dans les journaux. J'ai eu le même problème lorsque j'étais journaliste économique. Il y a beaucoup d'émissions scientifiques à la télévision mais très peu d'émissions économiques et aucune émission européenne. Dans les journaux, on ne parle pas d'Europe mais la crise nous a condamnés à en parler. Beaucoup de bêtises ont été racontées d'ailleurs. La télévision ne peut pas éduquer les gens. C'est à l'Education Nationale de faire son travail. Sur 1'30 minutes de reportage, on ne peut passer notre temps à expliquer la différence entre la Commission Européenne, le Conseil Européen et le Parlement Européen. Pour les enseignants, l'Europe est forcément libérale donc c'est l'horreur absolue et il ne faut surtout pas en parler.

A la télévision, nous exécutons très souvent en fonction de ce que le pouvoir demande. Or, le pouvoir est persuadé que l'Europe ennueie tout le monde. Lui-même ne la connaît pas, en particulier les anciennes générations. L'élite ne parle pas anglais. Quand ils partent en vacances, ils ne vont surtout pas en Europe. Pour eux, l'Europe n'est vraiment pas un sujet.

Depuis la fin des années 80, l'information a été perdue pour les spécialistes et elle est aujourd'hui dirigée par les présentateurs. J'ai commencé en 1985 à France 2 : lorsque nous avons un invité économique, politique ou un chef d'entreprise dans un journal, le chef du service venait l'interviewer avec le présentateur. Celui-ci avait conscience de ne pas avoir la science infuse. Cela a commencé avec Christine Ockrent puis Paul Amar.



Aujourd'hui, vous n'avez plus un seul spécialiste dans les journaux, ni dans les émissions. Il n'y a plus que le présentateur mais il change de sujets tous les jours. Donc ce qui est compliqué n'est pas abordé. Et c'est une des raisons pour laquelle l'Europe n'est pas évoquée.

Pour l'anecdote, quand j'ai évoqué avec Arlette Chabot l'idée de créer à France Télévisions un service Europe comme il existe un service politique, économie, société, elle m'a répondu : « non, l'Europe, c'est de la politique intérieure ». Sauf que les journalistes de politique intérieure ne connaissent rien à l'Europe. Ils se sont très vite échappés des conférences de presse données par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

C'est un combat essentiel qui ne fait que commencer. La France sera de plus en plus gouvernée à Bruxelles. Les téléspectateurs devraient être au courant en amont des grands débats pour pouvoir ensuite influencer via les pétitions ou les lobbys et ainsi avoir un certain poids sur ce qu'il va se passer à quelques kilomètres de Paris.



[Modèles économiques et pratiques journalistiques : Renaud DELY *Directeur de la rédaction du Nouvel Observateur*



IK : Les supports classiques s'essouffent même si la presse quotidienne régionale (PQR) résiste. En parallèle, les supports numériques explosent avec une abondance de l'information gratuite. Dans les rédactions, il y a plus de supports alimentés avec moins de moyens. La remise en cause des modèles existants crée t'elle des conditions nouvelles d'exercice de la condition de journaliste ?

Les contraintes économiques qui pèsent sur la presse écrite sont devenues un problème majeur qui touche même à la survie de ce média. En France, nous avons la chance de vivre dans une démocratie où les médias et l'information font l'objet de débats contradictoires. On assiste également à une multiplication des médias. Mais aujourd'hui, la presse écrite est menacée économiquement et non pas politiquement. Certes, l'influence politique existe, certains pouvoirs tentent de mettre la main sur les médias mais je ne pense pas que cela soit le principal problème de la France aujourd'hui surtout au regard du passé, notamment l'ORTF et du ministre Alain Peyrefitte qui s'invitait sur le plateau pour donner le menu du 20 heures.

Il y a 15 ans, ce que nous produisions dans la presse écrite, valait 100. Aujourd'hui, cela vaut 0... La gratuité de l'information a commencé par Internet mais aussi par les quotidiens papiers gratuits. Dans beaucoup d'industries, on connaît ce drame de la dévalorisation de la marchandise produite, à l'origine de certaines délocalisations que vivent des milliers de salariés dans des conditions beaucoup plus précaires que celles des journalistes. Le même problème se pose aujourd'hui dans l'industrie du disque, dans celle du cinéma et probablement demain dans le monde de l'édition. A mesure que la presse écrite est sous perfusion, elle tend la main à l'Etat mais cela ne suffit pas. Des journaux disparaissent régulièrement. Deux quotidiens nationaux ont disparu en quelques semaines : France Soir et La Tribune. Ce n'est pas un hasard : on les retrouve aujourd'hui uniquement sur le net. La PQR résiste mais elle est également en difficulté. D'ailleurs, nous sommes face à une situation monopolistique dans presque toutes les régions, ce qui n'était pas le cas quinze ans auparavant. Au Nouvel Observateur, nous sommes contraints de multiplier nos sources de revenus. Nous avons la chance d'avoir un actionnaire très généreux, Claude Perdriel, qui aime la presse et qui investit dans les journaux. Mais pour autant, rares sont les médias de la presse écrite à disposer d'un tel actionnaire. J'ai fait l'essentiel de ma carrière à Libération et j'ai vécu le changement. Le journal Libération a été racheté par Edouard de Rothschild à un moment où le quotidien cherchait des financements pour pouvoir continuer à paraître. Si ce n'avait pas été le cas, Libération aurait disparu. Ça a également été le cas l'an passé pour Le Monde. Les actionnariats des journaux de presse écrite ont profondément changé ces dernières années.



Même dans notre situation privilégiée, nous sommes contraints de diversifier nos sources de revenus parce que nous sommes frappés par cette crise qui porte d'abord sur les ventes mais également sur le marché publicitaire. Un journal qui se porte bien doit d'abord dépendre du public. Dans un monde idéal, plus il dépend du public et moins des annonceurs, mieux c'est. Le problème, c'est qu'il y a de moins en moins d'acheteurs. La gratuité produit un effet terrible et la nouvelle génération n'aura connu que cela. Donc, soit nous réussissons à diversifier nos sources de revenus, soit nous disparaissions. Mais il faut réussir à diversifier les revenus sans pour autant remettre en cause la nature de notre métier.

Les responsabilités sont partagées et d'ailleurs, il ne faut pas complètement exonerer le public. Des fautes ont été commises en matière de gestion de la presse ces dernières décennies. Quand vous êtes endetté, peu à peu, vous perdez votre indépendance. Des fautes sont commises par les journalistes et les patrons de presse. Le public a également les médias qu'il mérite. En 2011, la meilleure vente du *Nouvel Observateur* a été réalisée sur une couverture DSK. En revanche, quand nous avons fait deux couvertures sur l'Europe, nous avons réalisé un véritable flop. Si on avait des couvertures sur des affaires telles que DSK chaque semaine, on détruirait la réputation et l'image du journal à terme. Quand vous traitez de sujets difficiles, il faut toujours le faire de manière attrayante pour attirer le public. Sur la crise financière, nous avons publié un dossier conséquent et très bien documenté que nous avons très mal vendu. Notre métier est de transmettre l'information et de lui donner du sens. Pour pouvoir réaliser ce type de dossiers, nous devons avoir des acheteurs sur d'autres sujets.

Nous diversifions nos revenus en développant principalement l'information à caractère pratique, en somme tout ce qui touche à la vie quotidienne (santé, beauté, loisirs...). Nous avons créé un supplément gratuit dédié à ces sujets. Cela génère plus d'acheteurs et plus d'annonceurs. Nous avons également créé des forums en régions pour intervenir sur des débats publics. Un journal pour vivre économiquement dans la vie de la cité doit être plus qu'un journal. Il faut investir sur le net ce qui explique notre alliance avec Rue 89.

Europe Créative : cela va au-delà d'une alliance. Vous avez racheté Rue 89 ?

En effet mais rien n'a changé dans l'équipe dirigeante de Rue 89. Un contrat stipule que nous nous engageons à les garder 5 ans au minimum. Ils n'ont pas changé de locaux. Simplement, Claude Perdiel leur donne des financements. Pierre Haski, le directeur de la publication, l'a très bien expliqué : c'était l'actionariat ou le plan social. Rue 89 n'atteignait pas l'équilibre économique. En 2006, lors de la création, le modèle économique devait être à l'équilibre fin 2010. Fin 2011, il ne l'était toujours pas. Aujourd'hui, il n'existe pas de sites gratuits à l'équilibre. Ce qui explique qu'un journal comme le *Nouvel Observateur* ne peut pas se contenter de publier un hebdomadaire papier et doit multiplier ses interventions. Aujourd'hui, un journal pour subsister doit devenir une entreprise multimédia.



Journalisme et liberté d'expression : **Zineb EL RHAZOU**

Journaliste, bloggeuse marocaine, exilée en Slovénie dans le cadre du programme ICORN



IK : Journaliste marocaine, Zineb, vous avez dû exiler en Slovénie pour pouvoir continuer à exercer votre profession et pour protéger votre vie. Qu'avez-vous vécu au sein du journal dans lequel vous travailliez au Maroc ? En quoi consiste le programme Icorn ? Et quel a été le rôle des médias dans les printemps arabes ?

Le Maroc est un cas d'école pour parler de ce mal qui ronge l'information en France. En général, quand le Maroc est invité en France, ce sont les officiels qui sont à l'honneur et très rarement les gens qui sont du bord auquel j'appartiens. Au Maroc c'est déjà la fin et l'exil pour beaucoup de journalistes. Je ne suis pas la seule : nous sommes plusieurs journalistes marocains exilés dans différents pays. Le journal hebdomadaire est né en 1997. Hassan II était encore au pouvoir et il finissait son règne sur une note d'ouverture avant la mise en place d'un gouvernement d'alternance socialiste. Une génération de journalistes a créé l'hebdomadaire. En essayant de faire du journalisme professionnel, ils se sont retrouvés quelques années plus tard à faire du journalisme de combat. A l'époque et c'est encore le cas dans la majorité de la presse marocaine, quand on parle du Roi, on doit dire : « sa majesté le Roi, que Dieu le glorifie ». Vous voyez où nous en sommes rendus. Le journal a été convoqué par le conseiller du Roi André Azoulay puisque nous écrivions Mohammed VI ce qui était considéré comme le summum de l'irrévérence. Puis, le journal hebdomadaire a brisé peu à peu plusieurs tabous. Il a été le premier à interviewer la famille Oufkir, la famille du général qui a fait un coup d'état contre Hassan II. Personne n'osait prononcer ce nom. Le journal a ensuite commencé à enquêter sur le business du roi, le Sahara occidental et tous les dossiers qui fâchent. Aujourd'hui, avec le recul, nous constatons que notre travail a servi d'alibi au régime. A chaque fois que l'on reprochait au régime le manque de liberté d'expression, ils brandissaient le Journal.

Mohammed VI a voulu se démarquer de son père mais en fait, on constate que ce n'était du bluff. Des années plus tard, il a assis son règne et n'a plus eu besoin d'un journal comme le notre. Le 27 janvier 2010, le journal a été fermé par le régime sans autre forme de procès. Ils sont simplement arrivés à la rédaction à Casa Blanca et ont mis tout le monde dehors, les locaux sous scellés. Les confrères qui prenaient un café en bas n'ont jamais pu récupérer leurs sacs restés à l'intérieur.



Les années 2009 et 2010 sont des années de deuil pour la presse indépendante marocaine, une presse née dans une période d'interrègne de la volonté d'une génération de journalistes et non pas du pouvoir. Un quotidien arabophone indépendant a été fermé. L'unique magazine à la ligne éditoriale résolument laïc et féministe en arabe a également été fermé. Le directeur d'un hebdomaire a été emprisonné pendant un an pour avoir dénoncé les agissements d'une tante maternelle de Mohammed VI, Hafsa Amehzoun, qui avait torturé une avocate dans la ville de Khenifra. C'est une affaire totalement sordide que la presse marocaine a dénoncé. Evidemment, cette femme n'a jamais été jugée et continue à sévir. Actuellement, un autre confrère, Rachid Niny, est en prison. Auparavant, le régime agissait grâce à la corruption. La profession de journaliste au Maroc est complètement corrompue, comme tous les corps de métiers. Il y a un autre type de journaux qui sont les journaux barbouzes dans lesquels, nous, journalistes indépendants sommes régulièrement diffamés. Ce sont des informations du type : 3 journalistes ont bu une bière pendant le ramadan... La télévision marocaine est une télévision de propagande qui ne représente absolument pas ce qui se passe dans le pays. Les JT ouvrent systématiquement sur les activités royales, le baise main et tout l'apparat du régime féodal marocain. En ce qui concerne les radios, il y a eu également un coup de bluff qu'ils ont appelé la libéralisation des ondes mais en réalité cela n'a rien apporté en termes de ligne éditoriale. Seules de nouvelles radios de divertissement ont été créées.

Une génération de journalistes français au Maroc, qui sont aujourd'hui partis des rédactions, étaient de véritables relais pour la presse indépendante marocaine et une vraie bouffée d'oxygène. L'AFP Maroc, sous Hassan II, était un bastion de résistance qui faisait peur au régime. Aujourd'hui, la situation est totalement différente. Une quinzaine de correspondants espagnols sont installés au Maroc et pas un seul correspondant permanent français. L'agence AFP est tenu par deux Marocains dont l'un est proche du Ministère de l'Intérieur. L'AFP relaie les dépêches de la MAP, l'agence officielle marocaine. En somme, c'est une agence de désinformation qui, par exemple, a estimé que nous étions 500 personnes lors d'une manifestation alors qu'en réalité, 26 000 personnes étaient dans la rue.

40 000 Français vivent au Maroc et le français est la deuxième langue marocaine. Beaucoup sont, comme moi, binationaux. Des liens économiques très forts existent entre la France et le Maroc mais la France ne s'intéresse pas à ce qu'il se passe chez nous. On observe ce que l'on appelle le journalisme Mamounia. Des journalistes français et des patrons de presse se rendent dans les palaces de Marrakech. Ils font partie de la tribu France Maroc. C'est la chasse gardée de certains journalistes spécialistes du Maghreb et ils acceptent les invitations du Palais Royal.



Il y a des exemples concrets de ce pouvoir tentaculaire : Khadija Mohsen-Finan, ex Présidente de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), a été limogée de l'IFRI après une interview accordée à L'express où elle a eu la dent dure envers le régime marocain. Il faut savoir que l'Office chérifien des phosphates, l'entreprise la plus importante du Maroc, finance l'IFRI. Les tribunes publiées par le Figaro sur le Maroc sont systématiquement commandées par l'ambassade du Maroc en France et signées par des universitaires français payés par le Maroc. Heureusement, toute la presse française n'est pas comme cela. Des villages gaulois résistent encore. Mais nous avons une vision de la presse française qui est celle d'une presse corrompue. Les illustrations ne manquent pas. Lors de l'affaire des biens mal acquis, on n'évoque pas Mohammed VI qui a quand même un château en France. La presse a très peu parlé du TGV Tanger-Rabat financé par le contribuable marocain. Le Printemps marocain ne cesse d'être enfoncé par les médias français. Depuis le 20 février 2011, des centaines de milliers de Marocains sortent dans les rues manifester tous les dimanches. 15 personnes se sont immolées. Des personnes sont mortes sous la répression. Pourtant, en France, on se contente de relayer les dépêches. L'exemple le plus flagrant est celui de la réforme constitutionnelle menée par Mohammed VI pour devancer les revendications de la rue. La constitution a été écrite par 19 personnes nommées par le Roi, en 3 mois dans les arcanes du palais, soumise à un référendum en 10 jours puis votée à 98,6%. C'est un score digne de la Corée du Nord ! La constitution a été applaudie en France et par N. Sarkozy et A. Juppé. Les journaux ont tous repris en cœur que la constitution accordait plus de pouvoir au premier ministre. C'est la version officielle marocaine qui est entièrement fautive. Auparavant, Hassan II pouvait nommer son jardinier s'il le voulait. Aujourd'hui, le roi doit nommer comme Premier Ministre le candidat du parti qui a remporté la majorité. Mais ce n'est pas une nouveauté puisque le premier ministre que nous avons précédemment était déjà membre de la majorité et un fantoche absolu. Quand il est arrivé au pouvoir, les journalistes marocains lui ont demandé la teneur de son programme. Il a répondu : « ce sont les directives de sa majesté ». Désormais, on ne peut que constater et souffrir de cette situation au Maroc. En France, nous avons le sentiment qu'il existe une omerta sur le Maroc.

Au Maroc, ne pas se plier à sa majesté le Roi, que Dieu le glorifie en tant que journaliste vous expose à beaucoup de problèmes. Il n'existe aucun code de la presse donc c'est le code pénal qui prévoit des peines privatives de liberté pour les journalistes sans parler des passages à tabac au coin d'une rue et les agressions à l'arme blanche. En ce qui me concerne, la police est arrivée à 5h45 du matin chez moi. Ils ont arraché la porte et j'ai été arrêtée pour prostitution parce que je me trouvais avec mon compagnon sous le même toit alors que nous ne sommes pas mariés. J'ai été arrêtée 3 fois depuis 2009.



Nous sommes une quarantaine de personnes dans ce cas. Non seulement, nous avons perdu notre travail mais nous avons perdu toute possibilité d'en retrouver un au Maroc parce que nous sommes blacklistés.

Aujourd'hui, je ne fais pas du blogging par vocation mais simplement parce que je n'ai plus la possibilité de travailler en tant que journaliste sur le Maroc. Si j'écris des articles en France, un pays qui, manifestement, n'est intéressé que par l'immobilier à Marrakech, personne n'en voudra. Je tiens un blog pour relayer l'information et je ne suis pas la seule. Des sites indépendants sont nés après le Printemps Arabe. Par exemple, Lakome, site repris par la presse internationale, a été créé par deux personnes bénévoles qui n'ont même pas de ligne de téléphone fixe. J'ai du m'exiler en Slovénie : ils m'ont accueilli avec mon compagnon marocain dans le programme ICORN : International Cities of Refuge Network. C'est un programme destiné à accueillir des journalistes et des écrivains persécutés dans leurs pays pour leur permettre de continuer à écrire et à travailler sur leur pays.

Ce que la Slovénie a fait pour mon compagnon et moi, la France ne l'aurait pas fait puisqu'elle considère que le Maroc est une démocratie depuis la mort de Hassan II en 1999 et de fait, n'accorde plus l'asile politique aux Marocains. Et pourtant, ils sont nombreux à être exilés à travers le monde.



[*Internet citoyen : lien entre information et bien commun :* **Frédéric SULTAN** *Membre de l'association VECAM (réflexions et actions pour l'internet citoyen)*



Dans le cadre de l'association VECAM, nous travaillons sur un projet collaboratif de définition du bien commun à partir des pratiques des groupes et individus : « remix the commons ».

On parle de bien commun lorsqu'une ressource est vitale et gérée par une communauté de manière participative pour empêcher l'accaparement et la privatisation et pour permettre un partage équitable dans les valeurs de justice sociale, environnementale et du bien vivre. Notons que ce n'est pas une notion récente. Le bien commun existe depuis plusieurs siècles mais il est vrai que nous assistons à un retour de ce concept via l'ère du numérique et la circulation immatérielle de l'information. Il y a une différence entre la notion de ressources et celle de bien commun. Les biens communs ne sont pas des biens mais des pratiques sociales, culturelles, économiques et politiques. Ce qui nous intéresse, c'est à la fois la ressource et la manière dont on va gouverner cette ressource. Les pratiques sociales attachées au bien commun dépendent de la nature de la ressource et des groupes qui prennent en charge la ressource. Les différences peuvent être de l'ordre du matériel ou de l'immatériel ou de l'échelle. Le partage est très important lorsqu'on aborde le problème du bien commun. Le partage ne signifie pas que n'importe qui peut piller ce qu'il désire mais plutôt que l'on est en capacité de créer des règles pour partager et préserver les ressources. La question de la propriété est essentielle quand on parle de bien commun. Certains modèles sont tout à fait originaux. Prenons l'exemple de la gestion traditionnelle du foncier en Afrique. Le foncier appartenait à la communauté et non pas à une personne en particulier ce qui permettait d'instaurer un roulement entre tous les agriculteurs. On distingue également la propriété et l'usage pour assurer la reproduction des ressources.

Les formes d'organisation requises pour gérer les biens communs sont plurielles. Elles sont productives économiquement et permettent d'entretenir et renouveler les biens communs. La coopérative est une des formes d'organisation possibles.



La pluralité des formes permet que l'Etat ou le marché ne s'emparent des ressources. Elle reflète également la variété des rapports entre producteurs et utilisateurs.

A travers les médias alternatifs, qu'attendent les citoyens pour pouvoir considérer l'information comme un bien commun ? Le **Bondy Blog**, par exemple, a été créé en 2005 à la suite des émeutes par des journalistes suisses venus s'immerger à Bondy. Quand ils sont partis, ils ont laissé le média exister afin que les habitants se l'approprient et parlent de leurs modes de vie. C'est un outil d'informations qui a changé l'image de la ville et des habitants et qui leur permet de s'exprimer sur leurs propres vies.

Deuxième exemple : **Wikipédia** est un espace dans lesquels les internautes peuvent livrer leurs connaissances tout en respectant des règles de cohérence et de lisibilité. On crée un espace de confiance entre des utilisateurs et des créateurs d'informations.

Troisième exemple : **Wikileaks** est un média qui permet de mettre à disposition des informations jusque là considérées comme confidentielles par ses détenteurs. C'est un média qui défend l'idée d'un besoin de transparence pour renforcer la démocratie. Mais les limites ont été atteintes avec ce média puisque très peu de personnes l'utilisent.

Affirmer que l'information est un bien commun ne me semble pas si évident. Les médias répondent à des modèles économiques certes mais ça ne se limite pas à cela. Pour conclure, quelles alliances pourraient être conclues entre les médias et les organisations de la société civile pour que l'on puisse parler d'information comme bien commun ?



I Débat avec le public et des représentants des médias locaux :

> **Phillippe Guihéneuf**, représentant du collectif Les indignés du PAF : « Nous avons créé notre collectif Les indignés du PAF, il y a 3 mois, suite à de faux reportages diffusés par TF1 « Appels d'urgence ». Nous réalisons un tour de France sur la question des médias et nous travaillons sur une proposition de texte de loi. »

1. Pour Renaud Dély, la presse ne peut plus se contenter de l'écrit et il est devenu indispensable aujourd'hui pour les médias de diversifier les productions et les sources de revenus. Que représente alors le Canard Enchaîné qui conserve son papier, qui est essentiellement financé par ses lecteurs et qui malgré tout a une excellente santé financière ?

Yves Agnès : La presse écrite est en danger certes à cause de la révolution numérique mais aussi depuis des décennies par son manque de gestion et d'innovation. Dans la presse nationale, il n'y a pas d'identités fortes. Lorsque vous ouvrez Libération, Le Figaro ou Le Monde, vous trouvez plus ou moins les mêmes informations. La presse pourrait être beaucoup plus variée. Mais il est vrai qu'Internet ne permet pas à la presse écrite de faire des prévisions.

Véronique Auger : Le Canard Enchaîné, tout comme La Croix, a toujours eu un modèle économique différent qui fonctionne par abonnements. C'est absolument incomparable avec Libé.

Yves Agnès : La Croix connaît de grandes difficultés économiques mais le fait d'appartenir à un groupe dont les Augustins de l'Assomption sont les seuls actionnaires lui permet de tenir financièrement.

Véronique Auger : il y a également le problème de la distribution que l'on n'a pas évoqué. N'importe qui peut publier n'importe quoi. Il suffit de regarder les kiosques.

Phillippe Guihéneuf : Au sujet du modèle économique, Nantes est dans une situation particulière puisque deux quotidiens sont en concurrence. Par contre, dans l'est de la France, une banque rachète tous les journaux. Les rédactions sont très inquiètes pour leur liberté d'expression. Actuellement, toutes les unes de ces journaux sont décidées au sein du pôle presse de la banque.



2. Zineb El Rhazoui, quel regard portez vous sur la révolution du Maghreb et sur la manière dont sont informés les Français au sujet de ces événements ?

Zineb El Rhazoui : Le traitement de l'information sur ce mouvement est catastrophique. La France n'a pas vu venir ce qui s'est passé en Tunisie. Aujourd'hui, cela continue avec le Maroc que l'on considère une exception. Un éditorial dans l'Express a été censuré au Maroc. Ils semblent s'en étonner. Le Pellerin a également été censuré. Charlie Hebdo n'entre pas, Le Canard Enchaîné, Marianne et le Monde censurés. El País, journal espagnol est également censuré. Les journaux français s'en étonnent en invoquant la réforme constitutionnelle du Maroc.

Dans les médias français, l'Algérie, c'est le trou noir. On ne sait pas ce qui se passe dans ce pays qui a pourtant une histoire consanguine avec la France. Tout le monde sait vaguement que le pouvoir est détenu par les Généraux. Très peu sont capables de citer un seul général. La presse ne parle pas du tout de la Mauritanie : pourtant une personne s'est immolée par le feu il y a quelques semaines. Au sujet de la Libye et l'Égypte, la presse française est sévère : tout ça pour islamiser la société. Combien a-t-il fallu de siècles pour que la révolution française ait lieu ? Le peuple libyen n'avait même pas une association de quartier ou un syndicat et on attend que du jour au lendemain, le peuple instaure une démocratie. La presse ne va pas enquêter sur le terrain et ne fait pas véritablement de recherches. C'est très dangereux puisque d'une certaine manière c'est légitimer à nouveau des régimes. De toute façon, ça ne sera jamais pire que Kadhafi. N'oublions pas que ces peuples n'ont jamais été libres donc il ne faut pas attendre d'eux la sagesse politique.

Pour conclure sur le Maroc, régulièrement, des journalistes espagnols en partance pour le Sahara occidental dans les camps du Polisario sont arrêtés. En France, cela fait des années qu'un reportage de ce genre n'a pas été tourné alors que c'est pourtant la dernière colonie africaine. On n'en parle dans les médias français. Au sénat, des groupes d'études sont créés sur des fruits et légumes, le sport ou le textile mais aussi groupe d'étude sur le Sahara occidental. La tribu France/Maroc, dont font partie certains patrons de presse, est très puissante.

3. La pratique journalistique a été décrite comme isolée et peu encadrée d'un point de vue éthique. Qu'en est-il de la formation des journalistes en France ?

Yves Agnès : Ces dernières années, on a recensé 1 800 à 2 000 nouveaux journalistes par an. Depuis deux ans seulement, ce chiffre est dépassé par les départs. En 2010, pour la première fois depuis la création de la carte de presse, le nombre de journalistes a baissé en France. Parmi ces entrants dans la profession, seuls 15% sortent des écoles de journalistes reconnues par la profession. Dans toutes ces écoles, une formation à la déontologie est proposée. Seulement 13 écoles sur 80 en France sont reconnues par la profession. A la suite des États Généraux, une conférence nationale des métiers de journaliste a été créée dans laquelle la nécessité d'un passeport professionnel a été évoquée pour les 85% de journalistes n'étant pas passés dans les écoles reconnues. Les partenaires sociaux ont accepté le passeport professionnel en tant que priorité de branche. Ce serait à priori 15



journées de formation distillées sur deux années centrées sur la déontologie, le droit et les problèmes économiques de la profession.

Véronique Auger : Je serai un peu moins optimiste. Dans les années 80/90, beaucoup d'écoles de journalistes se sont ouvertes. Des milliers de postes ont été créés ce qui a contribué à paupériser la profession. Ces mêmes journalistes ont servi de chairs à canon aux entreprises de presse. Rue 89 par exemple ne paie pas ses journalistes. Hors quand vous sortez d'une école difficile, vous avez envie d'être rémunéré. A France Télévisions, nous ne recrutons que des journalistes issus des écoles reconnues mais ce n'est pas pour autant qu'ils ont une meilleure éthique. Les patrons de presse sont très contents de trouver des journalistes qui ne sortent pas de l'école. Aujourd'hui, pour faire un papier sur Internet, vous êtes payés 10 €. A ce prix là, on ne peut pas demander qualité et éthique. C'est au public d'exercer une pression sur les médias et de cesser de regarder les programmes bas de gamme ou d'acheter Grazia ou Voici plutôt que Le Monde.

Philippe Guihéneuf : En ce qui concerne le métier de journaliste, beaucoup de jeunes qui aspiraient à devenir journalistes viennent nous voir aujourd'hui et nous confient qu'ils ne veulent plus faire ce métier. Ils ne souhaitent pas être enfermés dans une cave pour suivre un fil AFP et se contenter de reprendre des dépêches. Ils n'ont pas envie de reprendre en deux heures un sujet imposé avec un plan de montage écrit au préalable par une rédaction. Aujourd'hui, le reportage est devenu un véritable casting. Les chaînes d'information telles que LCI et BFM fonctionnent ainsi. Les consignes de TF1 auprès des correspondants locaux sont très précises. Les films sont écrits : ce n'est plus du travail de journaliste. Notre collectif a interpellé tous les candidats à la présidentielle et 5 d'entre eux nous soutiennent. Nous avons reçu une lettre de N. Sarkozy qui ne souhaite signer aucun engagement en insistant sur le fait que pendant son quinquennat, il avait fait beaucoup pour la liberté de la presse et notamment la loi sur le contrôle des sources et l'augmentation des budgets alloués à la presse et à l'audiovisuel.

4. Le droit d'expression du journalisme va-t-il de pair avec le droit d'omission ? Par exemple, au Maroc, des jeunes femmes ont déjeuné pendant le Ramadan et elles ont été emprisonnées. Personne n'en a parlé en France. (...)

Véronique Auger : Je suis la première à critiquer la profession que j'exerce. Auparavant, je me rendais dans le lycée de mes enfants pour parler de mon métier. Aujourd'hui, je n'y vais plus puisque je n'ai pas envie de leur donner envie de faire ce métier pourtant passionnant. Il y a une réelle complexité entre ceux qui entendent, qui regardent ou qui lisent et les médias. Etes-vous réellement sûr que personne n'en a parlé en France ? On ne peut pas l'affirmer. Par ailleurs, le journaliste a-t-il un devoir d'exhaustivité ? Plus on entre dans les CSP supérieures, moins ils regardent la télévision et plus ils la critiquent.

Yves Agnès : Dans notre métier, nous devons être très humbles et nous ne pouvons pas accéder à la perfection, ni être objectifs. Nous devons parler de ce qui s'est passé aujourd'hui, hier et de ce qui se passera demain.



5. Là où il y a de futurs contrats juteux, il peut y avoir des milliers de morts et une dictature. La presse française fera un déni économique. On ramène d'abord l'argent et on informe après.

Véronique Auger : On ne peut pas généraliser. Des journalistes ont été très récemment pris en otage ou sont morts sur le terrain pour vous informer.

Zineb El Rhazoui : Ce n'est pas un sujet que l'on peut aborder de manière individuelle. Il y aura toujours des journalistes courageux prêts à partir en Lybie, en Syrie, dans les pires enfers pour faire leur métier. Mais en effet ce qui nous parvient d'un pays où la France a des intérêts diffère de ce qui nous parvient d'un pays où la France n'en a peu ou prou. Le Maroc n'a pas du tout le même traitement en Allemagne qu'en France puisque l'Allemagne est un pays qui a peu d'intérêts économiques au Maroc donc il peut se permettre une certaine objectivité. Des groupes comme Bouygues ou Lagardère ont d'énormes intérêts au Maroc. Quand les correspondants français des grands journaux viennent pour couvrir une manifestation, ils nous rencontrent, nous journalistes marocains. Nous les briefons sur ce qui se passe. Malheureusement, l'époque est révolue où les journalistes qui venaient connaissaient très bien leur dossier. Aujourd'hui, ce sont surtout des bouches troues qui ne connaissent même pas le nom des centrales syndicales. Quand on lit leur article, on est extrêmement déçu : nous avons l'impression que la personne n'a pas vécu la même chose que nous.

Yves Agnès : Malheureusement en France, il y a de moins en moins d'enquêtes alors que le journalisme, c'est aller sur le terrain par définition. 9 journalistes sur 10 restent derrière leur ordinateur. Il y a déjà très peu d'enquêtes à caractère économique et politique en France mais à l'étranger, c'est pire : il n'y en a pas du tout. On se contente de la surface des choses. Je suis rentré en 1970 au Monde dans une période où il y avait de grandes enquêtes à l'international. Aujourd'hui, cela ne se fait plus.

Véronique Auger : Je n'ai pas le souvenir que dans les années 70, la presse était si libre, notamment dans les pays du Maghreb. En 30 ans de métier, je n'ai jamais rencontré de journalistes spécialistes du Maghreb. Cela n'intéressait pas la presse française. Dans ma rédaction, il y a Joseph Tual qui est un grand spécialiste de ces questions.

Zineb El Rhazoui : Le soir de France 3 est l'un des derniers bastions qui passe ce dont personne ne veut en France. Joseph Tual fait partie de ceux qui ont eu des problèmes à cause de l'affaire Ben Barka. On est loin de l'époque Stephen Smith, Jean-Pierre Tuquoi lorsqu'il était au Monde ou Claude Juvénal à l'AFP. Aujourd'hui, en France, à la télévision, il n'y a que Joseph Tual. C'est un bastion de résistance.

Véronique Auger : je ne voudrais pas qu'on idéalise le passé. Malheureusement, ce n'était pas génial, le présent ne l'est pas non plus. C'est le métier qui est problématique en France.



6. L'information est très chère en France. L'Etat aide les entreprises de presse et la distribution. En revanche, on ne fait rien pour les usagers c'est-à-dire le lecteur abonné. En France, notre système permet de déduire les dons aux associations. En France, pourquoi chaque personne abonnée à un journal ne pourrait pas aider les journaux avec l'appui de l'Etat via une disposition fiscale ? Cela me paraîtrait plus positif que de mettre sous perfusion les organismes de presse via les subventions de l'Etat.

Rémy Degoul : Cela fait écho au financement participatif. C'est une forme nouvelle de financement de la presse. Pour le site d'Europe Créative, nous allons tester ce type de financements.

Réactions de la salle : Beaucoup de questions ont été abordées autour du cœur de métier de journaliste. Au fond, les médias restent des entreprises de presse qui ont besoin de clients. Donc, est-ce l'Etat et la solidarité nationale qui doit payer les médias ? Cela mérite réflexion. Mettre au même niveau les associations de solidarité et la presse, est-ce tout à fait juste ? Ne va-t-on pas créer plutôt une presse d'Etat ? Le lecteur qui n'a pas d'argent n'achètera pas le journal donc il ne récupérera pas d'argent sur des impôts qu'il ne paie pas faute de revenus. Internet a permis un changement de posture du lecteur c'est-à-dire sa capacité à intervenir dans le débat : corriger, répondre et même produire de l'information. Aujourd'hui, on ne doit pas s'interroger seulement sur le paradigme de l'information mais aussi sur celui de la communication.

7. Deux sujets passés sous silence ont été évoqués ce soir : l'Europe et le Maroc. N'est ce pas lié à la posture de consommateur qui remplace peu à peu celle de lecteur ? La rubrique Désintox de Libé vous paraît-elle utile ? le démenti est-il utile quand il vient après les faits ?

Yves Agnès : Oui, sur France Info, le samedi après midi est diffusé également le vrai du faux. C'est déjà très bien d'obtenir d'un média qu'il rectifie ses erreurs. Par exemple, dans la campagne, ils ont tous menti au niveau des chiffres. Si les journalistes vérifiaient leurs informations avant de les diffuser, cela serait encore mieux.

Véronique Auger : Je pense que ces rubriques sont très utiles. Grace à Internet, il est plus difficile de mentir qu'auparavant.

Zineb El Rhazoui : Le Maroc, il y a peu encore, était l'unique pays à avoir un statut avancé auprès de l'Europe. Nous sommes très concernés par ce qui se passe en Europe. Pourtant, théoriquement, nous ne savons pas de quoi il s'agit et nous n'avons pas le droit d'y entrer. Ce statut avancé suppose la libéralisation de tous les marchés, de tous les secteurs de l'économie sauf la presse. Une entreprise étrangère n'a pas le droit d'acheter une entreprise de presse au Maroc et pire, un journaliste marocain qui perçoit un revenu pour avoir été fixe pour le Monde ou El País peut être poursuivi. C'est considéré comme une haute trahison. Chakib El-Khayari a été condamné à 3 ans de prison pour avoir reçu 250€ d'El País pour avoir été fixe. Le Maroc est le pays le plus aidé de l'Europe dans le monde. C'est l'argent du contribuable européen. Il faut un conditionnement de l'aide et que les pays européens exigent que le Maroc remplisse le cahier des charges signé lors du traité de statut avancé. Arrêtons de privilégier l'aspect mercantile au détriment des droits de l'homme et de la liberté d'expression.



■ Les débats d'IK ■

Moments privilégiés pour venir échanger avec une personnalité reconnue autour d'une thématique économique, sociale, ou culturelle.

Espace d'expression et de transmission, ces rencontres contribuent à enrichir les hommes et les femmes, acteurs de leur territoire.

| Une soirée d'échanges avec une personnalité <

> Un espace de discussion convivial autour d'un cocktail dinatoire |

